

Sauvons l'Europe et d'autres encouragements à grandir !

Porteur d'un nom volontariste s'il en est, "Sauvons l'Europe est un mouvement pro-européen et progressiste qui s'engage ans la construction d'une Europe à vocation sociale et soucieuse du développement humain, qui soit un espace démocratique et de protection des droits de l'homme, acteur écologique dans le concert mondial. "

Cette présentation, bien qu'issue de Wikipedia, est probablement une autobiographie mais montre clairement les objectifs de cette association née en 2005 aux lendemains désenchantés du refus par la France de ratifier le traité de Constitution européenne.



Il dispose d'un blog qui, bien évidemment, est alimenté par de nombreuses contributions évoquant les thématiques européennes.

<http://www.sauvonsleurope.eu/>

Nombreux sont ceux qui souhaitent plus d'Europe mais pas celle-là, c'est-à-dire celle des banques, de l'austérité, de la crise provoquée par les grands et payée par les petits, du replis identitaire, etc. Donc tous les articles, fussent-ils ardemment européens, ne remporteront pas notre adhésion mais ils fournissent en tout cas matière à secouer nos cellules grises, à préciser nos objectifs mais surtout nos moyens, le principal reproche de "sauvons l'Europe" aux opposants de l'Europe actuelle étant qu'ils sont souvent dans le "Yaka".

On épinglera par exemple

- <http://www.sauvonsleurope.eu/le-royaume-uni-et-la-pologne-en-europe-vers-la-fin-dune-relation-privilegiee/>

Sur deux pays - un ancien renacleur et un jeune rebelle - qui peuvent sembler tous deux réfractaires à l'Union.

- <http://www.sauvonsleurope.eu/dai-bingran-le-chinois-de-la-rue-connaît->

[lunion-europeenne-car-il-sait-que-leurope-est-notre-premier-partenaire-commercial/](#)

Sur l'intérêt que nous pouvons susciter même chez des géants émergents.



Autour encore de ce grand pays, dans une belle convergence d'idées avec l'article précédent, le Président de Madariaga - Collège d'Europe, Pierre Defraigne nous explique pourquoi la Chine nous veut puissants dans cette belle analyse <http://www.madariaga.org/publications/madariaga-papers/748-pourquoi-la-chine-veut-une-europe-forte>

Regards sur l'Europe: 2. L'expert L'économiste Sergio Perelman

Sergio Perelman a obtenu sa licence en économie de l'Universidad de Buenos Aires (1976) et son doctorat en économie de l'Université de Liège (1987) où il enseigne aujourd'hui. Il y dirige également le CREPP, Centre de Recherche en Economie Publique et Economie de la Population. Il est par ailleurs responsable de l'enquête SHARE, Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe, auprès de la population belge francophone. Au cours des dernières années, il a travaillé comme expert pour le programme de Régulation des Infrastructures de la Banque Mondiale et a participé à diverses études de micro-simulation de réformes de régimes



belges de sécurité sociale commanditées par des autorités belges, fédérales et régionales. (http://reflexions.ulg.ac.be/cms/c_44673/perelman-sergio)

Q. Alors que nous sommes tous acteur ou objet de l'économie, son apprentissage ne fait pas partie du cursus de notre enseignement obligatoire et les filières dites "sciences économiques n'accueillent pas les élèves les plus forts

R. Il s'agit d'un choix car en communauté germanophone, la filière économique est une filière noble et la discipline elle-même fait partie du bagage indispensable à tous, au point qu'un étudiant de 1^{re} année venant de la C.G. et qui reçoit un cours sur les notions de base de l'économie les a, en fait, déjà vues dans le secondaire.

Il est vrai que les mathématiques sont nécessaires pour aborder l'économie, pas autant que pour devenir ingénieur ou physicien mais il convient de ne pas y être réfractaire. La place des maths au début du cursus supérieur en économie a été discutée et épurée: si elle peut encore être une matière de filtrage des étudiants dans les deux premières années, son étude a été revue. Aujourd'hui on part des comportements et des rapports entre nos comportements et les concepts économiques : moins de formules et de calculs, plus de graphiques, de figures. On part de faits concrets comme les liens entre consommateur et achat (donc demande), entre patrons et ouvriers, entre besoins, argent, prêt, banque, entre Etats, rôle, influence sur les actions/réactions, qu'on aborde de manière intuitive pour élaborer ensuite une modélisation.

Q. Nous sommes plongés dans une crise économique de grande ampleur; nos médias nous abreuvent d'informations et les forums débordent de réactions virulentes, souvent simplistes: les bons, les mauvais, et la solution Yaka. Que doit au minimum savoir un citoyen européen pour pouvoir comprendre ce qui se passe ?

La crise de l'Europe est celle de **la zone euro**.

▪ Savoir donc que cela ne concerne pas toute l'Europe; que l'euro a été pensé pour stabiliser et crédibiliser une monnaie forte, simplifier les relations commerciales, aider le consommateur à comparer, rendre concrète une appartenance à un ensemble commun.

- Mais une monnaie commune suppose une économie commune. Or ce n'est pas le cas. Bien des différences existent au sein de la zone euro:
 - sur les règles de fonctionnement d'un Etat à l'autre;
 - sur les écarts importants entre Etats, dans la puissance de leur économie mais aussi dans ce qui la sous-tend: l'Allemagne est forte mais fabrique aussi des produits "haut de gamme" qu'elle peut vendre partout alors que les pays du Sud de l'UE doivent s'insérer dans un marché mondial avec des produits basiques vendus dans une monnaie forte, ce qui est doublement pénalisant pour leur compétitivité. Par exemple, une offre du même type de vacances en Turquie et en Grèce coûtera plus cher en Grèce à cause de l'euro.
 - la mise en place de la zone euro s'est fondée sur l'adoption de règles par tous les Etats, notamment celle des 3% maximum de déficit dans les budgets nationaux. Les premiers mauvais exemples ont été donnés par la France et l'Allemagne qui ont toutefois pratiqué un dérapage contrôlé, ce qui ne fut pas le cas pour la Grèce, par exemple.
 - le mot "crise" est utilisé pour toute la zone alors que les causes ne sont pas les mêmes; celle de l'Espagne repose sur l'effondrement d'une bulle immobilière, comme aux Etats-Unis; celle de la Grèce, d'un dysfonctionnement des rouages de l'Etat, d'une carence des outils qu'il peut utiliser pour contrôler son économie, d'une mentalité d'exploitation de ces carences, depuis les plus riches jusqu'aux citoyens modestes.
 - l'économie non concertée permet de la concurrence entre les Etats européens eux-mêmes, d'un point de vue salarial, fiscal ou des avantages donnés aux entreprises. Le résultat, par ex., est que les emplois perdus à Ford Genk sont retrouvés à Ford Espagne.
- La crise a commencé avec des problèmes financiers, dans **les banques**.

Les banques jouent un rôle essentiel dans l'économie, elles sont l'huile de la machine économique, comme les assurances. En apportant du crédit, elles permettent le développement de l'activité. C'est à cause de ce rôle important que les Etats garantissent l'argent placé dans les banques, mais on compte sur leur rôle de régulateur, en surveillant ce que les banques font de l'argent placé et où elles iront chercher les bénéfices.

- Or, à côté de la partie "**banque d'épargne**" qui reçoit des fonds qu'elle prête pour les projets des Etats, des entreprises, des particuliers, il y a la partie "**banque d'affaires**" où se prennent des risques pour des investissements susceptibles de rapporter beaucoup mais aussi de subir de grosses pertes si l'objectif ne se réalise pas. Normalement les deux activités ne devraient pas "jouer avec le même argent", pourtant cette séparation nette s'est estompée et ce que les banques ont perdu s'est répercuté dans **l'économie réelle**. L'exemple est l'Espagne: quand il y a eu trop de maisons en construction, trop de crédits pris par les particuliers pour acheter ces maisons et qu'il y a eu des retards puis des impossibilités de payer, les conséquences ont été immédiates dans la vie réelle: arrêt des chantiers, perte d'emplois dans la construction, confiscation des maisons par les banques créditrices, etc.
- Pourquoi les Etats n'ont-ils pas été plus vigilants ? Il est certain qu'il y a eu trop de confiance mais aussi un manque de moyens pour réagir: il n'y a quasi plus de banques "nationales", les ancrages sont multiples, européens, internationaux et donc le contrôle est de plus en plus difficile, d'autant plus que cette compétence de régulation des banques qui travaillent sur chaque territoire national reste aux mains de chaque pays.
- Lorsque la zone "euro" fut créée, on créa aussi la **BCE, banque centrale européenne** qui doit veiller au respect des missions de l'euro. Gendarme de ceux qui sortent des fameux 3%, elle a accepté depuis peu d'aider les Etats en difficulté qui le demandaient, en rachetant des parts de leurs **dettes souveraines** (càd les dettes contractées ou garanties par l'Etat) mais

sous conditions (dont la poursuite de la fameuse "austérité").

- Quand des banques se sont déclarées en danger, les Etats avaient deux solutions, soit laisser aller vers la faillite et prendre en charge le remboursement des dépôts des épargnants, soit recapitaliser.

Mais certains Etats ne pourraient de toutes façons ni rembourser les épargnants, ni recapitaliser suffisamment vu leurs propres problèmes budgétaires. Or un Etat qui ne paie pas ses dettes voit ses demandes d'argent sur les marchés financiers se grever de très gros intérêts, liés à ce que les marchés calculent comme risque de non-remboursement. L'intervention de la BCE permet pour les pays en danger et lourdement endettés de disposer d'argent avec un taux d'intérêt plus bas.

Qu'est-ce qui a changé avec "avant" ?

Depuis les années 60, on était dans un cercle vertueux de pensée positive: les populations, optimistes sur l'avenir, dépensaient, engendrant une demande qui stimulait l'offre et la production. Aujourd'hui on est dans une pensée thésaurisante, l'avenir semble très incertain et on consomme moins, même ceux qui en ont encore les moyens.

- Est-ce que la **politique keynésienne** est possible ?
Dans la grande crise des années 30, la pensée de **Keynes** a prédominé pour en sortir: relancer la machine économique, même en fabriquant des billets et en lançant des politiques publiques de mises à l'emploi pour refaire des consommateurs. Aujourd'hui, on voit qu'un secteur très symbolique du niveau de vie, celui de l'automobile, est en nette réduction: pour toute une série de raisons, y compris les dégâts sur le climat, mais surtout pour la méfiance des consommateurs face à l'avenir.
- En plus, nous sommes maintenant soumis à une **forte concurrence des Etats émergents, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine)** qui produisent de plus en plus, de mieux en mieux et à moindre coût que nous. Notre seule issue, c'est de développer des technologies sophistiquées. Comme Mittal qui supprime la sidérurgie traditionnelle qui peut se faire ailleurs et moins cher mais

garde les produits pointus, comme des plaques de métal spécifiques déjà prêtes à servir à chaque produit futur (machine à laver ou frigo).

- Enfin, les **acteurs financiers** sont beaucoup plus diversifiés et volatiles qu'autrefois. On voudrait pouvoir contrôler **LE** secteur financier, mais il y a un très grand nombre d'interlocuteurs; comment les soumettre tous à nos règles ?
- Une piste souvent évoquée est l'adoption de **la taxe Tobin**, imaginée par l'économiste et prix Nobel James Tobin en 1972. Elle viserait les transactions financières et devrait permettre de diminuer les mouvements purement spéculatifs qui parient (et provoquent) sur les variations de cours des actions ou des monnaies. Mais il faudrait d'abord se mettre d'accord entre nous pour une application généralisée.

Q. Dans tous ces aspects assez préoccupants de notre situation européenne, qu'est-ce qui tracasse le plus l'économiste ?

R. **Il n'y a pas assez d'Europe**, notamment dans le lien fort qui devrait être établi entre monnaie commune et économie commune, comme c'est le cas aux USA. Nous ne mettons pas assez dans le pot commun. Une explication peut se trouver dans l'augmentation des inégalités au sein de nos pays, qui amènent les régions riches à devoir contribuer de plus en plus pour soutenir les régions pauvres. Soit elles font de la résistance à développer encore nos solidarités, soit elles affirment des velléités d'indépendance (Catalogne, Italie du Nord, Flandre).

Le vieillissement représente une dette implicite contractée par les Etats qui ont promis à leurs travailleurs de leur garantir une pension. Les baby-boomers sont en train de se transformer en papy-boomers et les avertissements d'économiste dès les années 60 n'ont pas été pris en compte pour créer un système viable à long terme. Les marchés financiers, eux, l'ont bien assimilés et savent que la riche Europe aura un très gros problème dans les années qui viennent.

Un 3ème aspect, c'est notre **perte de compétitivité** vis-à-vis des BRIC qui augmentent leur production et la qualité de celle-ci.

Y a-t-il quand même des raisons d'espérer en l'Europe ?

- **Sans l'euro, la crise aurait été beaucoup plus profonde**; idem aussi sans les filets de sécurité sociale élaborés au sein de la plupart des pays de l'U.E. (même s'ils sont d'efficacité variable).

L'évolution de nos systèmes de pension ira probablement vers plus d'allocation uniforme, avec complément constitué par épargne-assurance privée (comme le préconisait l'économiste anglais Beveridge) et moins de système proportionnel à ce qu'on avait comme salaire avant (inspiré par l'allemand Bismark).

- **L'économie est constituée de cycles** : on peut donc penser qu'après cette période de méfiance et de déclin de la consommation, un cercle vertueux de relance se fera, avec l'aide des Etats. Pas en reprenant les vieilles recettes énergétiques mais en développant les nouvelles technologies porteuses aussi d'emplois. Notre rôle dans cette relance est réel, tant dans la mentalité pessimiste ou active que dans le type de consommation que nous pratiquerons et donc le type d'offres que nous solliciterons: si je fais tous mes achats de vêtements dans un magasin low-cost qui s'approvisionne entièrement en Chine, mon comportement exprime le genre d'économie que je soutiens.
- **L'expérience nous montre que ce sont les drames qui permettent la mise en place de changements profonds** et donc, si on tire les leçons de la crise, on peut mieux réguler le système financier, en se donnant des outils efficaces et crédibles, qui combinent incitants et sanctions réellement appliquées.

Herman Van Rompuy vient justement de déposer une feuille de route des outils qu'il propose à la discussion du sommet européen des 13 et 14 décembre pour sortir l'Europe de la crise: renforcer l'union bancaire, renforcer le rôle de la BCE, constituer un Trésor qui permette d'amortir les chocs des dettes, etc.

On peut aussi encourager les changements de comportements évoqués ci-dessus : apporter des réponses à de nouveaux besoins, comme le traitement des déchets, qui a créé des filières et des emplois, en se basant sur le tri "inculqué" aux citoyens et aux entreprises (avec carottes et bâtons!).

Il y a aussi une série de **besoins réels** qui n'intéressent pas le privé parce que pas assez rentables, que l'Etat ne peut prendre à sa charge mais qui trouvent leur place dans l'économie sociale et l'associatif, épaulés par l'Etat. On développe alors des structures qui combinent bénévolat, solidarité, subsides, utilité publique et emplois.

- Enfin, la seule vraie sortie par le haut sera **l'éducation de qualité** qui ouvrira la porte des seuls emplois qui nous

Encore besoin d'encyclopédie à l'heure d'Internet et de Wikipedia ?

Et bien oui, parce que si D'Almbert mijota son oeuvre pour combler une lacune d'informations, aujourd'hui nous souffrons d'infobésité ! Et que le web nous fait souvent perdre plus de temps qu'un bon dico. Offrons-nous donc ou offrons à nos enfants ou à notre bibliothèque de classe, **le kit du 21ème siècle**, par *François Reynaert et Vincent Brocvielle* chez J-C. Lattes: de la taxe Tobin à Desperate Housewife, du flashmob à l'empreinte carbone, du streaming à la BCE, un condensé de notre culture !

Des personnalités européennes appellent les dirigeants de l'UE à soutenir le programme Erasmus

Plus de 100 personnalités européennes du monde de l'éducation, des arts, de la littérature, de l'économie, de la philosophie et du sport ont signé une lettre ouverte aux chefs d'État et de

resteront sûrement, c'est-à-dire ceux des industries de pointe, chimique, pharmaceutique, biotechnologique, métallurgique de haute précision... Un grand défi pour nous, la Belgique, quand on voit que Bruxelles accueille les diplômés portugais ou espagnols qui ne trouvent plus de travail chez eux mais abrite le taux le plus élevé de gens non-qualifiés ... Mais on n'avance qu'en relevant des défis !

gouvernement de l'EU en soutien au programme d'échange d'étudiants Erasmus qui est menacé.

Les signataires, qui sont originaires de tous les États membres et comptent notamment parmi eux le cinéaste espagnol Pedro Almodovar, le président du FC Barcelone Sandro Rosell, le lauréat du prix Nobel d'économie Christopher Pissarides et plusieurs champions olympiques, réagissent aux craintes selon lesquelles le nombre de places disponibles ainsi que les bourses pourraient se voir fortement réduites en raison des différends entourant les budgets 2012 et 2013 de l'UE.

Texte complet de l'appel pour soutenir les programmes Erasmus

http://ec.europa.eu/education/news/20121109_fr.htm

Une page de soutien a été lancée sur Facebook : allez la signer !

<http://www.facebook.com/YouthontheMoveEurope/posts/444836808907725>